



INTERVENTION CONFEDERATION PAYSANNE 07 MOBILISATION DNC – Lundi 08 Décembre 2025 – PRIVAS

Mardi 2 décembre, un 106^e élevage a fait l'objet d'un abattage total sur ordre de l'administration après confirmation d'un cas de dermatose nodulaire contagieuse (DNC) sur une vache, dans le Doubs. L'ensemble du troupeau était vacciné et immunisé.

La réaction des forces de l'ordre face à la mobilisation pacifique d'environ 400 paysannes et paysans témoigne d'un point de bascule inacceptable.

Pour justifier son action, le Ministère de l'agriculture tente désormais de communiquer, sans preuve à l'appui, sur des analyses post-mortem ayant permis la confirmation de 3 à 4 vaches (le chiffre diffère selon les sources préfectorales) positives à la DNC.

Pourtant, cette justification ne suggère qu'une seule chose : **le reste du troupeau était probablement sain, grâce à l'immunité vaccinale et naturelle acquise.**

Cet abattage d'un troupeau pourtant VACCINÉ (car en zone réglementée) démontre que la stratégie sanitaire du départ n'a JAMAIS évolué depuis 6 mois : Comment annoncer maintenant une possible généralisation de la vaccination si le résultat est toujours le même, à savoir un abattage total de troupeau à la moindre suspicion ?

Et que dire sur le fait que cette même Ministre refuse depuis 6 mois la généralisation de la vaccination pour des raisons purement ECONOMIQUES ! Elle ne s'est jamais réellement souciée de nos bêtes et des paysan-nes mais raisonne comme une pure comptable.

De façon intolérable, elle compare cette crise à celles de la fièvre aphteuse ou de la brucellose, qui étaient des maladies dangereuses pour l'homme... **ce qui n'est pas le cas de cette DNC**

STOP AUX LARMES DE CROCODILES DE CETTE MINISTRE sur l'avenir de la filière bovine qu'elle est en train d'achever par ses propres décisions !!!

Nous dénonçons non seulement la stratégie sanitaire mais également la façon dont l'État accable les éleveuses et les éleveurs sans jamais les écouter !

L'autoritarisme a toujours prévalu dans la gestion de cette crise sanitaire.

La réglementation européenne imposant l'abattage de l'intégralité du troupeau dès le premier cas positif a été scrupuleusement mise en place en France.

L'Etat a également fait le choix d'interdire aux éleveurs et aux éleveuses des territoires épargnés par la maladie d'avoir accès au vaccin, dans l'objectif de protéger les filières exportatrices de bovins. Le résultat de cette politique est sans appel : plus de 100 élevages ont été touchés et abattus dans 7 départements (Haute-Savoie, Savoie, Ain, Jura, Doubs, Rhône, Pyrénées-Orientales) par une maladie dont les vecteurs naturels (taons et stomoxes) ne peuvent théoriquement pas parcourir plus de 3 km par jour.

L'absence totale de contrôle de la maladie par l'Etat a été soulignée par la Commission européenne : face aux menaces de mesures de rétorsion, la France a dû interdire toute exportation de bovins vivants pendant deux semaines à l'automne. Après avoir abandonné les éleveurs et les éleveuses, l'Etat n'a même pas réussi à sauvegarder l'export.

Or, un changement de stratégie est possible :

- **D'abord, en agissant immédiatement auprès de l'Union européenne pour faire évoluer la catégorisation officielle de la maladie dans les règlements européens**, afin de passer d'une logique d'abattage total à l'euthanasie ciblée des seuls animaux malades et en souffrance ;
- **Ensuite, en élargissant l'accès à la vaccination à l'ensemble du territoire français, départements d'Outre-mer compris.** Pour limiter l'impact sur le commerce de bovins vivants, cela nécessite des négociations avec les partenaires de la France pour qu'ils acceptent des bovins vaccinés. L'Italie, premier partenaire commercial de la France, a déjà accepté. Les négociations sont bien avancées avec l'Espagne, second partenaire.

Plutôt que de s'interroger sur son bilan, la Ministre de l'agriculture est passée d'une stratégie autoritaire à une stratégie violente.

- **Violente dans la manière d'intervenir dans les élevages** pour procéder aux abattages totaux, comme ce fut le cas avant-hier dans le Doubs mais aussi les semaines passées dans les Pyrénées-Orientales. Nous dénonçons l'usage d'une force totalement débridée avec utilisation de gaz Lacrymogènes et de LBD CONTRE DES PAYSANNES ET DES PAYSANS !
- **Violente dans la culpabilisation des éleveurs et des éleveuses** qui s'interrogent légitimement sur le bien-fondé et l'humanité de ces mesures. TOUS les discours sont à charge contre les éleveurs qui auraient soi-disant propagé la maladie en ne respectant pas les zones SANS JAMAIS mentionner la responsabilité des autres opérateurs de la filière qui n'ont jamais été ni inquiétés dans leur travail !
- **Violente, enfin, dans l'abandon des éleveurs et des éleveuses, dont le lien qui les unit à leurs animaux a été totalement nié**, et qui se retrouvent durablement traumatisés. C'est une certitude : certains ne s'en relèveront pas.

Enfin nous interrogeons l'État sur la réelle prise en compte des dégâts sur les fermes.

Début Novembre, lors d'une réunion avec M. le Préfet de l'Ardèche, AUCUNE SOLUTION D'INDEMNISATION n'était prévue pour aider les élevages ardéchois ayant été impactés par l'interdiction de circulation alors que leurs troupeaux se trouvaient en estive dans les Savoie. **Nous dénonçons la violence de ces réunions** lors desquelles, face à des éleveurs démunis, fatigués et choqués, l'absence de réponse du représentant de l'État est une épreuve supplémentaire d'une gestion déshumanisée de cette stratégie sanitaire.

Nous continuerons à nous mobiliser pour dénoncer cette stratégie mortifère, que les éleveurs et éleveuses ne comprennent pas et qui est en train de les achever.

Nous dénonçons la politique ET la communication de Mme la Ministre qui ne cesse de culpabiliser les éleveurs en expliquant que si la maladie continue à progresser sur le territoire c'est de leur faute sans jamais remettre en question SA propre stratégie

Nous dénonçons les violences policières insupportables dans les fermes vis à vis des paysan-nes et des animaux

Nous proposons de modifier la stratégie sanitaire afin que chaque élevage puisse faire vacciner ses animaux ET que les abattages soient ciblés sur les animaux malades afin d'arrêter l'abattage d'animaux sains

ET nous serons toujours aux côtés des éleveuses et des éleveurs face à ces politiques destructrices et mortifères qui considèrent les paysan-nes et les animaux comme de simples chiffres en les déshumanisant, les violentant et détruisant les outils de travail d'une filière déjà en grande difficulté

RESTONS FERMES

STOP aux abattages injustifiés

STOP aux violences de l'Etat